

NUMERO 27

L'ALLIANCE DE LA RECHERCHE
ET DE L'INTERVENTION SOCIALE.
UN OUTIL DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS.

**MARJORIE LELUBRE
SÉBASTIEN LO SARDO
JACQUES MORIAU**

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

Préambule

Martelons les chiffres à nouveau : à Bruxelles, plus d'une personne sur trois vit sous le seuil de pauvreté et ce taux ne fait qu'augmenter. La crise sanitaire que nous traversons depuis mars 2020 vient encore souligner la vulnérabilité de la population bruxelloise. Chaque jour, des acteurs de première ligne travaillent à endiguer cette précarité croissante. Et chaque jour, des chercheurs de différentes disciplines tentent d'en comprendre les mécanismes. Pourtant, rien ne semble pouvoir freiner l'aggravation des inégalités sociales.

Face à ces constats, Le Forum – Bruxelles contre les inégalités et le Conseil bruxellois de coordination sociopolitique (CBCS) ont fait le pari du décloisonnement en s'associant avec des chercheurs en sciences sociales venus du METICES (ULB) et du CIRTES (UCLouvain). Cette alliance a conduit à la mise en place d'un dispositif hybride et nouveau : le CREBIS, le Centre de recherche de Bruxelles sur les inégalités sociales.

Pour le CREBIS, la recherche offre un outil essentiel de lutte contre les inégalités, à condition qu'elle se rapproche de l'intervention sociale de première ligne. Le croisement de ces cultures professionnelles permet de produire des connaissances ancrées dans les réalités de terrain. Il permet aussi de dégager des pistes d'action concrètes. Dans cette approche collaborative, il ne s'agit pas de nier les spécificités de l'intervenant social ou celles du chercheur mais de parvenir à lier leurs métiers. Et de permettre aux différents types de savoirs – académiques,

professionnels et expérientiels – de se renforcer mutuellement et de s'exprimer sans hiérarchisation.

Le CREBIS voit le jour dans un contexte social et sanitaire inédit. L'un de ses premiers objectifs sera d'identifier les préoccupations qui agitent aujourd'hui le secteur social-santé bruxellois et de faire de ces questionnements autant de priorités pour le monde de la recherche. À moyen terme, le CREBIS entend créer des espaces de partage réunissant chercheurs et intervenants sociaux. L'enjeu de ces échanges est clairement transformatif. Il s'agit de déplacer les pratiques de recherche par le biais de méthodologies renouvelées qui dépassent le principe de neutralité pour viser la transformation et la justice sociales. Il s'agit aussi de transformer les pratiques de l'intervention sociale en permettant aux professionnels de développer des outils réflexifs visant à repenser leurs cadres d'intervention.

Ce numéro de Pauvreté explore les enjeux et les implications de ces croisements de cultures professionnelles et de savoirs. Cette réflexion reste ouverte et les membres du CREBIS désirent y associer tous ceux qui le souhaitent par le biais des différentes activités présentées au fil de ces quelques pages.

Introduction

Le savoir est une arme de lutte contre la pauvreté. Pas seulement le savoir qui s'accumule dans les centres de recherche universitaires, les services d'étude ou les administrations mais aussi celui qu'engendre l'intervention sociale, l'accompagnement et le contact avec les personnes les plus précarisées. Et puis aussi, précisément, celui que ces personnes sont obligées d'inventer, d'accumuler et de partager si elles veulent échapper aux conditions scandaleuses dans lesquelles elles vivent.

Le savoir est une arme parce qu'il permet d'écrire une autre histoire que celle de la déficience, de la déchéance et de la culpabilité. Parce qu'il permet d'identifier dans les répétitions qui scandent les destins familiaux ou individuels, les causes structurelles qui les modèlent. Et parce que, ce faisant, il indique ce qu'il faut modifier pour améliorer la condition de tous ceux et celles qui partagent les mêmes injustices. Parce qu'il éclaire en quoi la pauvreté est toujours une affaire politique. Parce que enfin, il autorise une transformation, un « retournement » (Groupe de recherche Quart Monde – Université, 1999 : 88), de l'écrasement à la fierté. Parce qu'il conjure la honte.

Mais le savoir est une arme à double tranchant : quand il reste aux mains de ceux qui savent ou croient savoir et de ceux qui décident, quand il n'est pas bousculé par la critique de ceux-là même qui vivent les situations étudiées, quand il réduit la vie des autres à des données à analyser, il entrave plus qu'il ne libère. Il aide, sans doute, à mieux comprendre les causes des inégalités sociales mais il sert peu à les combattre.

Produire des connaissances « validées scientifiquement » ne suffit pas si elles ne peuvent pas soutenir le changement. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de connaissances qui, à la fois, décrivent au mieux la complexité des phénomènes, prennent en compte l'expérience, les sentiments et les volontés des personnes touchées par ceux-ci et contiennent les germes d'une transformation possible par l'appui qu'elles offrent à ceux qui travaillent sur le terrain.

Face à la situation actuelle et au désastre qui s'annonce, la recherche pour la recherche est une position intenable. À la validation de nos connaissances par la rigueur méthodologique, nous devons ajouter une validation par les effets, c'est-à-dire par le potentiel pratique que doivent receler les savoirs produits. Dans la lignée pragmatiste, nous considérons qu'un savoir est d'abord une expérimentation, c'est-à-dire l'établissement d'un lien solide entre les conditions du milieu dans lequel nous sommes et les actions qu'il convient de mener pour les transformer (Dewey 2015 [1915]). Le savoir n'est plus alors seulement une description valide de ce qui est mais un outil pour faire advenir ce que nous voulons.

Cette vision implique la pluralité. Décider de ce qui doit être pour un collectif humain nécessite d'associer les points de vue, donc de collectiviser la démarche de recherche. Pour être utile et agissante, la recherche doit accepter de se faire perturber par d'autres acteurs, d'autres questions, d'autres intérêts. Nous ne plaidons pas ici pour une recherche « orientée solutions », une recherche appliquée version technocratique. Au contraire, nous croyons que les savoirs académiques gagneraient, au-delà des contraintes politico-scientifiques, à s'ouvrir à d'autres contraintes. Celles portées par ceux qui endurent les inégalités au jour le jour et celles amenées par ceux qui donnent leur énergie à accompagner ces personnes du mieux qu'ils peuvent.

Se connecter pratiquement et résolument à ces autres mondes, c'est aussi transformer les objets étudiés comme les sujets étudiants. Mener une recherche en partenariat, en collaborant activement avec les professionnels et les bénéficiaires, est la condition nécessaire à l'établissement d'une recherche créatrice. Une recherche qui sert la transformation des rapports sociaux, ceux qui engendrent et reproduisent les inégalités, mais aussi ceux qui sont habituellement à l'origine de la distinction entre « chercheurs » et « cherchés ».

1. PROMOUVOIR UNE RECHERCHE COLLABORATIVE ET ENGAGÉE

En valorisant une vision de la recherche, collaborative et engagée, il s'agit à la fois de répondre à l'enjeu premier de l'activité de recherche, à savoir la production de connaissances, et de faire en sorte que ces connaissances, ainsi que le processus qui a permis leur éclosion, soient des vecteurs de transformation vers une société juste, solidaire. La recherche devient engagée, s'engage pour réduire les inégalités. Tel est l'enjeu du CREBIS, le Centre de recherche de Bruxelles sur les inégalités sociales, que nous décrirons dans la seconde partie du texte.

Cependant, une telle posture ne va pas sans poser un certain nombre de questionnements théoriques, méthodologiques et éthiques. Théoriques car les cadres conceptuels qui entourent ce processus demeurent épars. Sa dénomination elle-même reste incertaine : recherche collaborative, partenariale, participative, recherche-action, ... autant de termes qui présentent une certaine familiarité mais dont les contours restent flous. Méthodologiques car si les outils de recueil et d'analyse de données se sont diversifiés et offrent de nouvelles possibilités, force est de constater que ces outils demeurent majoritairement aux mains des chercheurs. Éthiques car comment s'assurer que cette intention « de rendre la recherche au terrain » – louable dans ces prémices – ne se retourne pas contre ceux et celles qui acceptent d'y prendre part, notamment par les frustrations, voire les déceptions, qu'elle pourrait générer.

REFUSER LA HIÉRARCHISATION DES SAVOIRS

Le savoir académique ou théorique ne peut à lui seul éclairer des phénomènes sociaux complexes tels que ceux qui concourent à la reproduction des inégalités.

Cette posture méthodologique ambitionne de reconnaître et faire reconnaître que le savoir, que l'on nomme académique ou théorique, ne peut à lui seul éclairer des phénomènes sociaux complexes tels que ceux qui concourent à la production et à la reproduction des inégalités dans nos sociétés. Pour tenter d'aboutir à une

compréhension fine de ces mécanismes, les savoirs professionnels, notamment des intervenants sociaux de première ligne, mais aussi expérientiels, ceux des personnes directement touchées par ces inégalités, sont des éléments à la fois indispensables et de pertinence égale aux savoirs théoriques issus de la recherche. Carrel & al. (2017) évoquent cette non hiérarchisation comme l'une des conditions essentielles d'un processus de « démocratisation » de la science.

En adoptant cette posture, il revient aux parties prenantes de ce processus collaboratif de s'opposer de fait aux « injustices épistémiques » (Godrie & Dos Santos 2017), à savoir la remise en cause de la crédibilité de personnes et, de fait, de leur(s) savoir(s), en raison de certains de leurs attributs sociaux.

Au sein du CREBIS, nous avons fait le choix – critiquable mais assumé – de concrétiser cette non-hiérarchisation en commençant par renforcer les liens entre les mondes de la recherche et de l'intervention sociale, entre les savoirs théoriques et professionnels. Ce positionnement n'est pas motivé par une moindre importance que nous conférerions aux savoirs expérientiels mais par une volonté de rendre véritablement possible ce croisement de savoirs. Or, au vu des défis

que la non hiérarchisation impose, il nous a semblé plus opportun de débiter par le croisement de deux savoirs, avant d'y ajouter le troisième pilier. Et si nous avons opté pour la mise en place d'une collaboration accrue avec les intervenants sociaux, c'est en raison des liens préexistants entre ces derniers et l'équipe du CREBIS. Nous pensons par ailleurs que des liens renforcés entre chercheurs et intervenants sociaux sont un des outils qui permettra, à terme, de mieux valoriser les savoirs expérientiels¹.

CONCILIER LES ATTENTES

Si la collaboration telle qu'envisagée ici repose sur une reconnaissance égalitaire des différents types de savoirs, cela ne signifie pas la négation des spécificités de chacune des parties impliquées. Au contraire, ce sont bien ces différences qui vont apporter une plus-value aux connaissances ainsi coproduites. Les motivations qui vont amener chercheurs et intervenants sociaux à se lancer dans l'aventure collaborative peuvent être de différents ordres.

Pour les chercheurs, l'objectif principal du processus consiste à assurer la production de connaissances sur leur thématique de recherche. Ces connaissances devront pouvoir être validées par leurs pairs et reconnues scientifiquement. De leur côté, les praticiens de terrain qui s'engageront dans la collaboration auront le plus souvent à cœur d'utiliser l'activité réflexive sous-tendue par un tel protocole de recherche comme une occasion d'améliorer leurs pratiques quotidiennes, ainsi que leur contexte institutionnel dans un objectif de formation professionnelle (Morissette 2013).

¹/ À cet égard, ATD-Quart Monde a entrepris un important travail sur le croisement des savoirs, particulièrement au niveau des savoirs expérientiels. Le CREBIS souhaite pouvoir, le moment venu, s'inspirer de cette démarche. Pour plus d'informations sur cette question : <https://www.atd-quartmonde.fr/nos-actions/reseaux-wresinski/croisement-des-savoirs/le-croisement-des-savoirs-et-des-pratiques/>

La recherche collaborative doit être envisagée comme un échange de services entre des cultures professionnelles différentes.

Cependant, il ne faudrait pas ici être trop caricatural. Certains intervenants sociaux seront également motivés par la volonté d'améliorer les connaissances quant aux types d'inégalités que leur pratique profession-

nelle les amène à côtoyer quotidiennement. De même, des chercheurs pourront, par exemple, être particulièrement insatisfaits quant au fait que les connaissances qu'ils produisent ne demeurent que des apports théoriques sans effet concret sur le terrain. C'est d'ailleurs souvent au départ de ce sentiment d'insatisfaction commun que naîtra la volonté de s'engager dans une recherche collaborative.

De même, la co-construction des connaissances n'implique pas de faire des intervenants sociaux des chercheurs et inversement. D'ailleurs, une telle confusion des rôles serait plutôt de nature à nuire au processus (Desgagné 1997). La recherche collaborative ne vise pas à imposer aux intervenants sociaux qui accepteraient de s'engager dans ce type de processus de prendre part à toutes les étapes formelles de la recherche. Selon Desgagné & al. (2001 : 39), la recherche collaborative peut donc être envisagée comme « un échange de services entre des acteurs qui font partie de cultures différentes et qui n'ont pas à répondre aux mêmes finalités ». Nous reviendrons dans le point suivant sur cette rencontre entre ces « cultures différentes ».

Toutefois, si nous pouvons partager cette assertion selon laquelle il ne s'agit pas de faire de tous les intervenants sociaux des chercheurs, nous voudrions la nuancer par le biais de trois points d'attention complémentaires. S'il ne s'agit pas d'imposer aux intervenants sociaux une participation active à toutes les étapes formelles de la recherche, il apparaît néanmoins essentiel de s'assurer que cette co-construction soit active dans certaines de ses étapes clés. Tout d'abord, en ce qui

concerne la définition de la question de recherche, si la responsabilité de la formulation de cette question revient aux chercheurs, comment encourager les intervenants sociaux à rejoindre le processus si l'on ne s'assure pas que la question investiguée corresponde bien aux préoccupations du terrain ? Si la formulation en tant que telle – et les codes de cette formulation – sont une activité formelle liée au métier de chercheur, le processus collaboratif doit s'appuyer sur un questionnement commun et défini en priorité par les praticiens de terrain.

L'analyse des données est une étape cruciale pour laquelle la non hiérarchisation des savoirs prend tout son sens. Si la collecte de données peut être assurée essentiellement - mais pas uniquement - par le chercheur, une analyse en chambre de ce matériau entraînerait une perte essentielle de sa valeur. Alors que le cadre conceptuel est souvent apporté essentiellement par les chercheurs, l'analyse doit prendre en compte les autres types de savoirs pour que le processus collaboratif puisse déployer tous ses effets. L'analyse devient par essence un exercice collectif, même si, à nouveau, chaque partie prenante est invitée à prendre part à cet exercice en tenant compte de ses propres cadres de référence.

Enfin, l'étape de diffusion des résultats, et par là même leur appropriation, doit pouvoir reposer sur l'ensemble des parties prenantes selon les codes qui régissent leur communauté professionnelle propre. La propriété intellectuelle des connaissances coproduites ne peut plus appartenir au seul monde de la recherche si l'on souhaite encourager la collaboration entre les mondes de la recherche et de l'intervention sociale. L'ensemble des parties prenantes doit pouvoir se saisir de ces résultats en fonction de leurs motivations initiales à intégrer le processus collaboratif. Ainsi, si la participation active des intervenants sociaux n'est pas requise à toutes les étapes de la recherche, le chercheur qui s'inscrit dans une perspective collaborative a toutefois pour responsabilité de s'assurer que leur point de vue se reflète dans chacune de ces étapes.

S'il ne s'agit pas de faire des intervenants sociaux des chercheurs, il s'agit de mettre à leur disposition certains outils de la recherche afin de leur permettre de valoriser pleinement leurs compétences réflexives quant à leur pratique et leur contexte d'intervention. De nouveau, nous ne visons pas à contraindre les intervenants sociaux à adopter des règles et codes issus d'une autre culture professionnelle, mais bien à faire en sorte que certains outils de la recherche puissent servir à d'autres fins que la production de connaissances scientifiques. La pratique du journal de terrain, particulièrement chère aux ethnologues, mais partagée par plusieurs disciplines en sciences sociales, peut notamment être un outil utile au travail social. De même, la comparaison entre la pratique d'un entretien de recherche et d'un entretien d'intervention sociale peut amener à développer des réflexions originales sur cet outil emblématique du travail social. Nous défendons, par ailleurs, l'hypothèse selon laquelle la rencontre entre chercheurs et intervenants sociaux est de nature à provoquer la création de nouveaux outils et approches méthodologiques utiles aux deux mondes.

S'il ne s'agit pas de faire des intervenants sociaux des chercheurs, il s'agit de rester ouvert à l'idée que certains intervenants sociaux pourraient souhaiter le devenir. En effet, il n'est pas rare que des intervenants sociaux souhaitent poursuivre, enrichir leur pratique professionnelle en se lançant dans un processus formel de recherche. Plusieurs thèses de doctorat ont vu le jour au départ des pratiques d'intervenants sociaux. Au Québec, les intervenants de terrain qui souhaitent intégrer le monde de la recherche, tout en conservant leur statut professionnel initial, bénéficient d'ailleurs d'un statut spécifique, celui de praticien-chercheur.

PRATICIENS-CHERCHEURS ET RECHERCHE COLLABORATIVE

Les praticiens-chercheurs enrichissent l'activité de recherche et lui permettent d'être à la fois plus créative et mieux ancrée dans les réalités du terrain.

compagnateurs sociaux

leur temps de travail est consacrée à des activités de recherche, qu'il s'agisse de conception d'un protocole d'enquête, de recueil et d'analyse de données ou encore de communication scientifique.

Ces praticiens-chercheurs constituent autant de traits d'union entre les mondes de la recherche et ceux de l'intervention sociale. Par leur implication, ils contribuent activement à faire bouger les lignes de l'intervention sociale et à développer des pratiques qui se nourrissent des productions du savoir scientifique. En retour, les praticiens-chercheurs enrichissent l'activité de recherche et lui permettent d'être à la fois plus créative et mieux ancrée dans les réalités du terrain.

La figure du praticien-chercheur est déjà ancienne (voir, par exemple, Schön 1983). Depuis une quinzaine d'années, elle connaît une actualité nouvelle dans les champs du social et de la santé en raison, notamment, de l'émergence de cultures de l'évaluation ou de l'appel à des politiques publiques fondées sur les faits qui mobilisent l'expertise des intervenants sociaux (Mitchell, Lunt & Shaw 2010). En matière de recherche collaborative, l'exemple du CREMIS – Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations – est souvent mis en avant. Le CREMIS ac-

Le terme « praticien-chercheur » renvoie à des professionnels de l'intervention sociosanitaire qui collaborent à des recherches situées sur leur terrain professionnel ou sur des terrains proches.

Ils peuvent être infirmiers, ac-

ou éducateurs. Une partie de

cueille en son sein neuf praticiens-chercheurs. La particularité de ce centre de recherche est d'être adossé à un établissement de première ligne. Les praticiens-chercheurs y détiennent des postes d'intervenants et sont dégagés d'une partie de leurs charges professionnelles afin de consacrer du temps à des activités de recherche reconnues par leur établissement. Plus largement, la fonction de praticien-chercheur est inscrite, de manière structurelle, dans le financement des centres de recherche québécois.

En Région bruxelloise, ces professions situées à la croisée de la recherche et de l'intervention sociosanitaire sont amenées à se développer. Mais les cadres qui permettraient de valoriser scientifiquement les savoirs des intervenants sociaux dans une approche proprement collaborative restent à inventer. C'est une question que le CREBIS, en collaboration avec les acteurs de terrain bruxellois, ambitionne de défricher.

FAVORISER LA RENCONTRE DE DEUX CULTURES PROFESSIONNELLES

Pour que la recherche collaborative puisse porter ses fruits, il importe de ne pas considérer les interactions entre chercheurs et intervenants sociaux sur le seul plan individuel. En effet, cette collaboration vise plus largement à nourrir un échange entre deux communautés professionnelles. Outre la production de connaissances ou l'amélioration de certaines pratiques, la recherche collaborative a pour objectif de faire « bouger les lignes » que ce soit au sein de la communauté des chercheurs ou de celle des intervenants sociaux dans un mouvement d'influence réciproque (Desgagné 1997).

En effet, la recherche ne se déroule pas dans un environnement clos, hermétique. Au contraire, nous pensons que l'idéal scientifique d'un objet de recherche détaché de toute influence extérieure n'est pas atteignable ou souhaitable en sciences sociales dont la matière première se construit principalement sur base d'interactions humaines.

Or, ces interactions s'inscrivent dans un cadre plus large, institutionnel, organisationnel. En promouvant une autre manière de faire de la recherche, en offrant une place privilégiée aux autres types de savoirs, le monde de la recherche est invité à revoir sa position de dominance, à remettre en cause son aura symbolique pour adopter une position plus humble et se mettre au service de la société. Les connaissances ne peuvent plus avoir de valeur pour elles-mêmes si elles ne peuvent œuvrer à une société plus juste, plus solidaire.

Au niveau du secteur de la lutte contre les inégalités, il s'agit de co-construire avec les praticiens de terrain une autre vision de l'intervention sociale où les compétences réflexives – mais aussi les points de vue critiques – sont mises en avant en vue de bousculer les codes en vigueur. Et pour ce faire, la recherche est alors perçue comme un outil au service de l'intervention, un allié et non plus comme un élément parasitaire extérieur.

Si la recherche doit pouvoir affirmer son utilité sociétale, elle doit aussi être un moyen de renforcer les capacités des acteurs, qu'il s'agisse des intervenants sociaux ou des chercheurs. Modéliser les pratiques de l'intervention sociale pour les rendre plus efficaces, questionner et remettre en cause certaines pratiques de recherche pour les rendre plus collaboratives. Par la rencontre de ces deux mondes, il s'agit de permettre à chacune des parties concernées d'opérer un regard critique mais constructif pour permettre à chaque corps de métier de se bonifier et d'améliorer ses pratiques, ses codes, son mode de fonctionnement.

En bousculant les codes de ces deux univers professionnels, la recherche collaborative peut se faire une recherche engagée !

UN ENGAGEMENT AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

Recherche et intervention sociale s'allient pour parler d'une même voix à l'autorité publique dans un but revendiqué de justice sociale.

« Engagée » car la recherche n'est pas ici considérée comme une fin en soi mais bien comme un outil, un instrument de lutte au service de l'intervention sociale et de la société en général. Les connaissances coproduites par le biais de ces collaborations ont

vocation à être mobilisées en vue d'amener des changements concrets.

L'objectif est de lutter activement contre les inégalités en s'appuyant sur des formes de collaboration renouvelées et engagées entre les mondes de la recherche et de l'intervention sociale. Recherche et intervention sociale s'allient pour parler d'une même voix à l'autorité publique dans un but revendiqué de justice sociale.

En repensant à la fois les pratiques de recherche et d'intervention sociale, l'une et l'autre se nourrissant réciproquement. Nous défendons l'idée que la collaboration de ces deux acteurs est à même de transformer la société en influençant en profondeur l'action publique. La transformation est inscrite au cœur de la démarche, dépassant l'idée de neutralité axiologique au profit d'un engagement qui se doit d'être assumé ouvertement par le monde de la recherche.

2. LE CREBIS, UN OUTIL AU SERVICE DE LA RECHERCHE ET DE L'INTERVENTION SOCIALE

LES ORIGINES DU CREBIS

Le CREBIS est une initiative de deux asbl, Le Forum – Bruxelles contre les inégalités et le CBCS (Conseil bruxellois de coordination sociopolitique), appuyée scientifiquement par deux centres de recherche universitaires, le CIRTES (UCLouvain) et METICES (ULB). Le CREBIS, Centre de recherche de Bruxelles sur les inégalités sociales, veut apporter de nouveaux éléments de réponse pour faire face aux différents défis soulevés par les phénomènes d'inégalité sociale à Bruxelles. Pour ce faire, il s'appuie sur une recherche collaborative et engagée tel que définie précédemment.

Mis en place en décembre 2019, le CREBIS s'inspire d'un expérimentation québécoise : le CREMIS (Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations). Le CREBIS souhaite être une interface entre le secteur social-santé bruxellois et les centres de recherche, académiques mais également institutionnels², qui partageraient cette vision d'une recherche dont l'un des objets principaux est de se mettre au service de la société afin de la rendre

²/ Par recherche « institutionnelle », nous entendons la recherche menée dans les fédérations, associations et institutions. En effet, nous défendons l'idée que la recherche ne peut être l'unique prérogative du monde académique et qu'il importe de valoriser la recherche « hors les murs » de l'université.

En associant leurs différents types de savoirs, les mondes de la recherche et de l'intervention sociale peuvent faire valoir leur parole avec plus de poids.

plus juste et plus égalitaire. Il s'agit de décroiser les mondes de la recherche et de l'intervention sociale et de faire en sorte que chacune des parties prenantes puisse trouver des réponses innovantes dans cette nouvelle forme de collaboration.

En effet, le CREBIS se construit sur l'idée que seule une collaboration accrue entre ces deux types d'acteurs, chacun s'appuyant sur ses compétences et connaissances propres, pourrait être de nature à imaginer d'autres façons de « faire du/le social ». Mais surtout, nous pensons qu'une telle alliance pourrait également permettre d'influer sur les politiques publiques qui organisent la prise en charge des personnes les plus vulnérables à Bruxelles. En s'associant, en associant leurs différents types de savoirs au service d'un même objectif, les mondes de la recherche et de l'intervention sociale peuvent faire valoir leur parole avec plus de poids et contrer le sentiment d'impuissance qui prédomine parfois tant chez les chercheurs que chez les intervenants sociaux.

UNE PERSPECTIVE BRUXELLOISE

À Bruxelles, plus d'une personne sur trois vit sous le seuil de pauvreté et ce taux ne fait qu'augmenter. Les inégalités sociales se multiplient et se diversifient. Malgré des centaines de services qui luttent quotidiennement contre toutes ces formes d'inégalités et la recherche qui tente d'en éclairer les mécanismes, leur compréhension devient de plus en plus ardue.

Déployer un outil comme le CREBIS sur ce territoire nous paraît d'autant plus pertinent que la Région bruxelloise concentre un

grand nombre d'intervenants sociaux et de chercheurs sur un espace restreint. Terrain de recherche et terrain d'intervention en viennent à se confondre « naturellement ». Bruxelles présente également la caractéristique de voir cohabiter populations aisées et populations touchées de plein fouet par les inégalités de toutes sortes : problématique de l'accès à un logement de qualité à prix décent face à la densité de population et à la pression des catégories de population plus aisées ; taux de chômage élevé particulièrement chez les populations les plus jeunes issues de l'immigration, ... Les inégalités ne manquent pas en Région bruxelloise et appellent à la mise en place de solutions innovantes. Bruxelles peut être un laboratoire où les savoirs théoriques, professionnels et expérimentiels viendraient s'exprimer pour faire de cette capitale un territoire d'expérimentation au service de tous.

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS DU CREBIS

Pour remplir la mission qu'il s'est fixée, le CREBIS souhaite avant tout créer des espaces de rencontre et d'échange entre chercheurs et intervenants sociaux. Parallèlement, les activités mises en place viseront à diffuser les principes de la recherche collaborative et engagée, à la fois au sein du monde de la recherche mais également au sein du secteur social-santé à Bruxelles. Plaider en faveur de cette nouvelle vision de la recherche se fera également à destination des commanditaires potentiels de la recherche. En effet, nous sommes conscients que la recherche collaborative et engagée ne peut se réaliser que si l'on en donne les moyens – notamment financiers et temporels – aux chercheurs et intervenants sociaux. Le CREBIS entend être un allié en la matière.

Pour ses premières années de fonctionnement, le CREBIS entend notamment mettre en place les activités suivantes :

Accompagner méthodologiquement le processus de recherche en vue d'en renforcer l'aspect collaboratif, à toutes les étapes (de la définition du questionnement de recherche à la diffusion des résultats). Cet accompagnement peut prendre différentes formes : participation à des comités scientifiques, coproduction de protocoles adaptés au projet de recherche, participation concrète à la recherche...

Former les chercheurs et les intervenants sociaux aux principes de la recherche collaborative par le biais de séminaires, de groupes de travail ou de colloques dans lesquels sont abordés à la fois les principes et valeurs sous-tendus par ce type de recherche, mais aussi les outils qui peuvent y concourir. Le statut de praticien-chercheur sera également investigué au sein du CREBIS.

Promouvoir la recherche collaborative et ses résultats par une politique de publication scientifique et de vulgarisation, mais aussi et surtout, en expérimentant de nouveaux moyens de diffusion des résultats de la recherche (recours aux médiums artistiques, par exemple).

Plaider en faveur de la recherche collaborative auprès des potentiels commanditaires de recherches.

Ces différentes activités ont pour objet de mettre en place une communauté de pratiques autour de la recherche collaborative et engagée, réunissant les chercheurs et intervenants bruxellois prêts à se lancer dans ce nouveau défi.

Conclusion

Croiser des savoirs chauds et des savoirs froids, des connaissances et des émotions, des théories et des expérimentations pratiques pour extraire de ces mélanges de meilleures façons d'agir sur les inégalités sociales, tel est l'objectif auquel le CREBIS entend contribuer. Cette ambition repose sur une double exigence. Celle, épistémologique, de mettre en doute nos propres façons de faire, de penser et de les exposer à des contraintes nouvelles dans l'espoir d'augmenter leurs forces transformatrices. Et, sur le plan politique, celle de la participation la plus large : que chacun ait les moyens de s'associer à l'activité de production de connaissances et donc, in fine, récupère un moyen d'influer sur les conditions qui l'affectent.

C'est par son attention à garder ces éléments liés que la méthode de la recherche participative montre son importance. En refusant de ne rien dire « sur » sans dire « avec », elle symétrise les capacités de parler de la réalité, même si elle n'égalise pas les méthodes pour y parvenir. Et elle se montre garante, dans le même mouvement, des exigences scientifiques et morales propres à une démarche de connaissance « démocratique ».

En conservant présent et visible le lien qui attache les savoirs produits aux questions qui témoignent des positions et des intérêts de ceux qui les énoncent, elle rend manifeste le caractère politique de toute connaissance. Fort de ce principe, le CREBIS entend produire, dans les années à venir, autant de connaissances politiques que nécessaire pour abolir les inégalités sociales ●

BIBLIOGRAPHIE

- Carrel, M., Laignon, C., Boyer, S. & De Laat, M. (2017). « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien.ne.s et universitaires : retours sur la recherche ÉQUISANTÉ au Québec ». *Sociologie et sociétés*, 49 (1) : 119–142.
- Desgagné, S., Bednarz, N., Lebus, P., Poirier, L. & Couture, C. (2001). « L'approche collaborative de recherche en éducation : un rapport nouveau à établir entre recherche et formation ». *Revue des sciences de l'éducation*, 27 (1) : 33–64.
- Desgagné, S. (1997). « Le concept de recherche collaborative : l'idée d'un rapprochement entre chercheurs universitaires et praticiens enseignants ». *Revue des sciences de l'éducation*, 23 (2) : 371–393.
- Dewey J. (2015 [1915]). *Le public et ses problèmes*. Paris, Folio.
- Godrie, B., Dos Santos, M. (2017). « Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, vol. XLIX (1) : 7–31.
- Groupe de recherche Quart Monde-Université (1999). *Le croisement des savoirs*. Paris, Les Editions de l'Atelier.
- Mitchell, F., Lunt, N. et Shaw, I. (2010). « Practitioner Research in Social Work : a Knowledge Review. », *Evidence & Policy*, 6 (1) : 7–31. • Morrissette, J. (2013). « Recherche-action et recherche collaborative : quel rapport aux savoirs et à la production de savoirs? », *Nouvelles pratiques sociales*, 25 (2) : 35–49.
- Schön, D.A. (1983). *The Reflexive Practitioner. How Professionals Think in Action*. New York, Basic Books.

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum – Bruxelles contre les inégalités.

Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum – Bruxelles contre les inégalités.



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier 40,
1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro 27, Juin 2020.

PRÉSENTATION

En décembre 2019, deux structures associatives bruxelloises – Le Forum – Bruxelles contre les inégalités et le Conseil bruxellois de coordination sociopolitique (CBCS) – se sont associées à des centres de recherche en sciences sociales, le CIRTES (UCLouvain) et le METICES (ULB). Ces acteurs ont donné le coup d'envoi à un dispositif situé à l'interface de la recherche et de l'intervention sociale, le Centre de recherche de Bruxelles sur les inégalités sociales (CREBIS).

Ce numéro de Pauvreté retrace la genèse de ce nouveau venu dans le secteur social-santé bruxellois. Le CREBIS défend une approche collaborative de la recherche dans laquelle intervenants de première ligne et chercheurs sont liés de manière étroite. Cette posture implique de refuser la hiérarchisation selon laquelle les savoirs du monde académique priment sur les connaissances professionnelles des intervenants sociaux. Les auteurs exposent la vision de la recherche défendue par le CREBIS : une recherche se voulant collaborative et engagée. Collaborative dans la mesure où toutes les parties prenantes (intervenants sociaux, usagers de services et chercheurs) doivent être des acteurs à part entière de la recherche et pouvoir se réappropriier ses résultats et ses outils. Engagée car la recherche est ici placée au service du bien commun et de la transformation de la société.

LES AUTEURS

Marjorie Lelubre et Sébastien Lo Sardo sont chercheurs au CREBIS et au Forum – Bruxelles contre les inégalités. Jacques Moriau est coordinateur scientifique du CREBIS ainsi que chercheur au METICES (ULB) et au CBCS.